



Communiqué de presse GA/10259

Assemblée générale
4^e séance plénière – après-midi

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME DOIT RESTER UNE PRIORITÉ DES ÉTATS MEMBRES. SOULIGNENT LA PLUPART DES PARTICIPANTS AU DÉBAT GÉNÉRAL

Dans le sillage de l'intervention du Président américain, George W. Bush, devant l'Assemblée générale, ce matin, la lutte contre le terrorisme a figuré, cet après-midi, au premier plan des discours de la deuxième séance du débat général, en particulier ceux de l'Afghanistan, de l'Espagne et de l'Algérie, pays qui ont payé un lourd tribut.

Le Président de l'État islamique afghan de transition, M. Hâmid Karzai, a considéré la lutte contre le terrorisme comme un des plus importants défis auquel son pays est confronté. Tant que le terrorisme existera dans la région, ni les voisins de l'Afghanistan ni le reste du monde ne pourront vivre en sécurité, a-t-il estimé, plaidant en faveur d'une coopération régionale étroite en matière de lutte contre le terrorisme.

M. José Luis Rodriguez Zapatero, Président du Gouvernement de l'Espagne, pays durement frappé par le terrorisme depuis 30 ans, et en particulier le 11 mars dernier lors des attentats de Madrid qui ont fait 192 morts, a souligné que «le risque d'une victoire du terrorisme augmente nettement quand, en tentant de le combattre, la démocratie trahit sa nature fondamentale, les gouvernements réduisent les libertés civiles, s'interrogent sur les garanties judiciaires ou mettent en œuvre des opérations militaires préventives». Seules, à ses yeux, «la légalité, la démocratie, les voies politiques nous rendront plus forts et affaibliront les terroristes».

Si pour M. Abdelaziz Bouteflika, Président de l'Algérie, il reste «encore beaucoup à faire», un «travail remarquable» a déjà été accompli depuis que la lutte contre le terrorisme a été érigée en priorité absolue par la communauté internationale. Selon lui, il est en particulier «urgent de s'accorder sur une définition commune du terrorisme» pour éviter ce qu'il a qualifié d'«amalgames» avec la «lutte légitime des peuples contre l'occupation étrangère» et «mettre fin aux dérives et manipulations qui assimilent le terrorisme à une région géographique, une religion, une culture ou une civilisation». M. Bouteflika a jugé «plus urgente que jamais» l'élaboration d'une «convention globale sur le terrorisme» que son pays réclame «depuis plus d'une décennie».

À l'occasion de cette quatrième séance plénière de l'Assemblée générale, plusieurs pays, tels le Japon, la Suède ou le Maroc, ont préconisé une réforme de l'ONU, notamment du Conseil de sécurité. À la veille de son 60^{ème} anniversaire, il est temps de prendre la décision historique de réformer l'ONU, en général, et le Conseil de sécurité, en particulier, pour créer «la nouvelle ONU de la nouvelle ère», a déclaré M. Junichiro Koizumi, Premier Ministre du Japon.

C'est au prix d'une revitalisation de l'ONU et de ses organes, y compris le Conseil de sécurité, que l'Organisation «pourra s'ériger en forum idéal de négociation et d'interaction culturelle et culturelle où règnent les idéaux et les valeurs sublimes de l'humanité», a estimé Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc. Selon lui, la composition du Conseil de sécurité devrait refléter le monde d'aujourd'hui. Une

augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité « ne devrait pas faire obstacle à l'efficacité », a jugé pour sa part M. Göran Persson, Premier Ministre de la Suède, suggérant la possibilité de limiter l'exercice du droit de veto.

Par ailleurs, M. Bernard Makuza, Premier Ministre du Rwanda, a appelé les États Membres à soutenir la résolution que son pays a l'intention de proposer à l'Assemblée générale demandant aux Nations Unies d'appuyer financièrement les besoins des rescapés de génocides, les orphelins, les veuves et les victimes d'abus sexuels.

Outre les orateurs cités, les chefs d'État de la Finlande, du Mozambique, du Burkina Faso, de Madagascar, de la Slovaquie, de la Zambie, du Chili, de l'Argentine, le chef du Gouvernement de l'Albanie et le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Nouvelle-Zélande ont également pris la parole.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain matin, à 10 heures.

Déclarations

M. HÂMID KARZAI, Président de l'État islamique afghan de transition, a déclaré que son pays, pour reprendre une expression employée en son temps par Nelson Mandela, avait entrepris il y a presque trois ans son voyage vers la stabilité et la démocratie. Il s'est réjoui d'indiquer devant l'Assemblée générale que dans 18 jours son peuple se rendrait aux urnes, afin de désigner, pour la première fois de son histoire, un président, marquant ainsi le jalon le plus important de ce voyage. Il n'y a pas de changement plus visible que la confiance de notre peuple dans l'avenir de notre pays, a-t-il affirmé. M. Karzai a souligné que 10,5 millions d'Afghans s'étaient inscrits sur les listes électorales. Il a rappelé que la Loya Jirga constitutionnelle avait adopté une constitution progressiste, qui établit une république islamique démocratique garantissant des droits justes et égaux pour tous les citoyens, hommes et femmes, celles-ci représentant au minimum 25% du futur parlement. Notre constitution garantit également la liberté de parole et la liberté de la presse, a-t-il assuré. M. Karzai a indiqué que grâce à la coopération des deux pays voisins et frères de l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, des centaines de milliers d'Afghans pourraient prendre part aux élections.

Le Président de l'État islamique afghan de transition, qui a souligné que près de 15 000 soldats et 30 000 policiers garantissaient la sécurité de ses concitoyens, a remercié les troupes de la coalition pour leur aide. L'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs dans les domaines de la santé et de l'éducation continueront à demeurer nos principales priorités, a-t-il poursuivi. La lutte contre le terrorisme est un autre défi important, a-t-il estimé. Selon lui, tant que le terrorisme existera dans la région, ni les voisins de l'Afghanistan ni le reste du monde ne pourraient vivre en sécurité. Les pays de la région doivent coopérer étroitement dans ce domaine, a-t-il affirmé. Parmi les autres priorités de son pays, la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants exige un fort partenariat, a-t-il ajouté. Selon M. Karzai, les attaques des terroristes n'ont pas réussi à empêcher le peuple afghan de passer d'un jalon à un autre. Il a remercié, au nom du peuple afghan, toutes les nations qui ont fourni des troupes et des ressources à son pays, en particulier les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et la France. Le pays est sur la voie de la reprise, a-t-il dit, précisant que la création d'un Afghanistan prospère et stable ne constituait pas seulement un bon exemple du succès de la coopération internationale, mais contribuait également à la prospérité régionale et à la sécurité mondiale.

Mme TARJA HALONEN, Présidente de la Finlande, a témoigné son soutien à la réforme ambitieuse des Nations Unies actuellement en cours. Le temps est venu de réformer le Conseil de sécurité ainsi que d'en augmenter le nombre de membres, a-t-elle estimé, afin qu'il corresponde mieux au monde actuel. Mme Halonen a également souligné le besoin de revitaliser l'Assemblée générale et de conférer au Conseil économique et social le rôle que lui incombe la Charte. Il faut agir sans délai, a-t-elle ajouté, afin de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour ce faire, la Présidente de la Finlande a déclaré qu'il fallait concrétiser l'objectif des 0,7% du PIB consacrés à l'aide au développement, ainsi qu'envisager les propositions innovantes visant à générer de nouveaux fonds destinés au développement,

tel le projet d'un impôt international. Enfin, la Présidente de la Finlande a jugé qu'afin de réaliser ces objectifs, il était nécessaire de faire de la mondialisation un système plus équitable, une « mondialisation qui fait attention aux besoins et aspirations des peuples ». Il ne saurait, a-t-elle ajouté, y avoir de paix durable nulle part dans le monde quand des millions de personnes souffrent chaque jour de privations.

Par ailleurs, Mme Halonen a estimé que la période précédant la guerre en Iraq avait été un échec pour la communauté internationale. Des intérêts nationaux opposés, a-t-elle ajouté, ont pris le pas sur la volonté commune, et le recours à la force qui en découlait n'était pas compatible avec le droit international. Il est désormais nécessaire, a-t-elle exprimé, de se tourner vers le futur. Dans cet ordre d'idées, la Présidente de la Finlande a souligné que son pays est actuellement impliqué dans la formation des forces de police iraqiennes, et a décidé d'investir un million d'euros afin d'assurer la sécurité du personnel du système des Nations Unies travaillant en Iraq.

M. JOAQUIM ALBERTO CHISSANO, Président du Mozambique, a salué l'implication des Nations Unies dans la reconstruction de son pays, après de longues années d'une guerre civile dévastatrice. Le Mozambique, a-t-il poursuivi, s'apprête à tenir ses troisièmes élections multipartites les 1^{er} et 2 décembre et a tenu à rappeler, à la veille de quitter le pouvoir, que sa première intervention devant l'Assemblée générale remontait à 1975, en tant que Ministre des affaires étrangères de son pays nouvellement indépendant. C'est au Mozambique, a-t-il poursuivi, que les Nations Unies ont connu ce que beaucoup considèrent comme le premier succès dans une opération de maintien de la paix en Afrique, après l'Accord de paix de 1992.

M. Chissano a souligné la menace persistante que constitue la pandémie du VIH/sida. Sans une réponse agressive, elle fera perdre au Mozambique 20% de sa force de travail agricole d'ici 2020. Il a rappelé la détermination des pays en développement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, parmi lesquels, a-t-il insisté, figure la lutte contre le VIH/sida. Mais il a exprimé son inquiétude quant à la réalisation de ces objectifs, en raison d'un environnement international défavorable, caractérisé par une diminution des flux financiers en direction des régions les plus défavorisées. L'Afrique s'acquitte de ses responsabilités en recherchant paix et sécurité sur le continent, a dit M. Chissano, grâce à l'Union africaine et à sa vision programmatique, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). En conclusion, le Président du Mozambique a souhaité l'achèvement du processus de décolonisation, notant qu'il existe encore 16 territoires non autonomes.

M. BLAISE COMPAORE, Président du Burkina Faso, a souligné que cette session de l'Assemblée générale se tient à un moment où la communauté internationale se trouve confrontée à la pauvreté croissante dans les pays du Sud, au terrorisme et aux guerres fratricides. Rappelant, en particulier les conflits qui continuent de déchirer l'Afrique, le Président a rendu hommage aux initiatives de la SADC dans la région des Grands Lacs, de l'Union africaine au Darfour et du Sommet d'Accra sur la Côte d'Ivoire. Mais, a-t-il prévenu, la paix et la sécurité ne sont pas les seules garantes de l'ordre et de la stabilité politique. La sécurité humaine dans sa dimension « satisfaction des besoins essentiels de l'homme » en constitue aussi un aspect important, a estimé le Président. Il a attiré l'attention sur la situation « particulièrement alarmante » de l'Afrique pour souligner la pertinence de la tenue à Ouagadougou, les 8 et 9 septembre derniers, du Sommet de l'Union africaine sur « l'emploi et la lutte contre la pauvreté » dans le continent.

Ce Sommet, a-t-il expliqué, a convenu que sans une politique ambitieuse en matière d'emploi, la stabilité macroéconomique et la croissance soutenue seront insuffisantes pour réduire la pauvreté. La Conférence de Ouagadougou, a-t-il annoncé, a décidé de la mise en place d'un mécanisme de suivi des décisions aux niveaux national, régional et international. Aux partenaires du développement, le Président burkinabè a demandé d'agir dans trois directions principales à savoir, le respect des engagements pris pour l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) et un traitement conséquent de la dette; l'établissement de règles organisant un commerce international plus juste et équitable; et la mise en œuvre des recommandations du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. Le Président a encore annoncé que pour la communauté francophone, les thèmes de la solidarité et du développement durable seront abordés au cours de la X^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra dans son pays en novembre prochain. Il a conclu sur la nécessité de réformer

l'ONU « pour l'adapter aux aspirations légitimes des nations » et sur celle d'intégrer rapidement à l'Organisation la République de Chine à Taiwan.

M. MARC RAVALOMANANA, Président de Madagascar, a souligné que, de plus en plus, l'Afrique fait l'événement au sein de la communauté internationale. Malheureusement, ce sont les crises, les guerres, les problèmes de « failing states » qui attirent surtout l'attention du monde. Pourtant, a-t-il ajouté, bien des aspects positifs sont à présenter. Les pays africains prennent résolument en main leur destin, a-t-il ajouté. M. Ravalomanana a expliqué que son pays avait entrepris d'importantes réformes et qu'il cherche à jouer un rôle actif et efficace dans les organisations africaines et internationales. À ce titre, son pays appuie l'idée de l'élargissement du Conseil de sécurité pour un meilleur équilibre entre pays développés et pays en développement. « Il est grand temps que l'Afrique ait un siège permanent », a estimé M. Ravalomanana.

Madagascar a fait de grands progrès, a-t-il poursuivi, mais il reste menacé par les catastrophes naturelles, par l'augmentation du prix du pétrole, par le poids de la dette ainsi que par le manque d'ouverture des marchés des pays industrialisés. Le Président a exhorté la communauté internationale à investir beaucoup plus dans le continent africain car celui-ci possède un potentiel humain, économique, énergétique et écologique énorme, qui peut être source de prospérité pour les Africains et pour le monde. Nous sommes conscients de nos propres responsabilités, a-t-il affirmé. Mais ces responsabilités doivent être partagées. Dans ce cadre, le Président a demandé un plan cohérent pour le développement de l'Afrique, inspiré des objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et qui intègre et dépasse les objectifs et les mesures prises lors du Sommet du G-8 à Evian.

M. MIKHEIL SAAKASHVILI, Président de la Géorgie, a rappelé que près d'un an s'était écoulé depuis que la révolution dramatique de la Rose de son pays a fait les gros titres des journaux et de la télévision du monde entier, une révolution dont le but était, à ses yeux, la création d'une démocratie stable, équitable et fonctionnelle. M. Saakashvili s'est déclaré extrêmement fier de son peuple, dont le courage, l'unité et la foi dans un avenir meilleur ont rendu la révolution possible.

Le chef de l'État géorgien a assuré qu'en cherchant à lutter contre les éléments institutionnels de la corruption, son pays avait réussi à rétablir le respect de droit et à créer des changements durables dans le système. Il a souligné que la création d'un nouveau système fiscal avait permis de mettre en place les taux les plus bas de la région, en éliminant les sources institutionnelles de tricherie et de corruption. Dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, la Géorgie apportera sa contribution chaque fois que cela est nécessaire, a-t-il déclaré, citant l'engagement de son pays au Kosovo, en Afghanistan et en Iraq. Le terrorisme n'a pas de pire ennemi qu'une société libre, a-t-il affirmé, annonçant l'envoi en Iraq d'un nouveau contingent destiné à renforcer la force spéciale de protection des Nations Unies.

M. Saakashvili a souligné que son pays était toujours confronté à des conflits séparatistes non résolus en Abkhazie et en Ossétie du Sud, lesquels ont conduit à des pertes en vies humaines, à la destruction de biens, à l'exode forcé et la purification ethnique de 300 000 Géorgiens. Ces conflits ne peuvent pas rester sans solutions et ne doivent pas être oubliés, a-t-il estimé, précisant que son pays était engagé à trouver une solution car aucune démocratie ne peut autoriser des trous noirs sur son territoire. Les menaces qui découlent des séparatismes violents affectent non seulement la sécurité de la Géorgie, mais aussi celle du Caucase tout entier. La Géorgie n'utilisera pas la violence pour résoudre ces conflits, a assuré M. Saakashvili, précisant qu'elle le ferait uniquement par des moyens pacifiques. Ce dont toutes les parties de la Géorgie ont besoin aujourd'hui, c'est de développement, d'investissement, de sécurité et de croissance économique durable, a-t-il dit. Pour tenter de trouver une solution rapide à ces conflits, il a plaidé notamment en faveur d'un nouveau « plan de règlement étape par étape ». Le Président géorgien a en outre estimé que le temps était désormais venu d'entreprendre une nouvelle forme de coopération avec la Russie pour mieux lutter contre l'ennemi commun des deux pays: le séparatisme.

Rappelant le besoin croissant de recourir au multilatéralisme pour faire face à l'apparition de nouvelles menaces, M. IVAN GASPAROVIC, Président de la Slovaquie, a exprimé le soutien de son pays à la réforme des différentes institutions des Nations Unies, afin d'en renforcer l'autorité. Concernant le Conseil de sécurité plus particulièrement, M. Gasparovic a estimé que la réforme de l'organe se devait non seulement d'en augmenter le nombre de membres mais également d'en optimiser le mode de travail et l'application des décisions. L'élargissement du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, tant par des membres permanents que non-permanents, se doit d'assurer une distribution régionale plus équilibrée des sièges – dont une représentation plus importante de l'Europe de l'Est.

M. Gasparovic a également affirmé que la stabilisation des Balkans occidentaux, qui influe directement sur la stabilité de l'Europe, était l'une des priorités de la Slovaquie. Il a d'ailleurs considéré la résolution de la situation au Kosovo comme un pré-requis de la stabilisation des Balkans occidentaux dans leur ensemble. Par ailleurs, M. Gasparovic a rappelé les défis auxquels seront confrontées les Nations Unies dans les années à venir, parmi lesquels le financement au développement et l'éradication de la faim et de la pauvreté figurent en bonne place. Affirmant sa conviction que la paix et la sécurité internationales sont intimement liées au développement, le Président de la Slovaquie a souligné que l'aide au développement et la coopération avec les pays en voie de développement et en transition faisait partie intégrante de la politique étrangère de son pays, particulièrement depuis son accession au sein de l'Union européenne. Cette année, le gouvernement slovaque a alloué un budget de 25 millions d'euros à l'aide au développement, un montant qui passera à 30 millions l'année prochaine.

M. LEVY PATRICK MWANAWASA, Président de la Zambie, a attiré l'attention de l'Assemblée générale sur ce qu'il a appelé « l'impératif multilatéral ». Les défis auxquels nous devons faire face sont transnationaux et liés entre eux, a-t-il plaidé, en ajoutant que l'unilatéralisme ne devrait pas avoir sa place à l'ère de la mondialisation.

M. Mwanawasa s'est félicité du soutien du G8 au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative, a-t-il souligné, « des Africains pour les Africains ». Il a cependant estimé que cela ne devait pas conduire à oublier l'importance vitale du soutien de la communauté internationale, qui passe par une Aide publique au développement accrue. Il a également souligné les insuffisances de l'Initiative en faveur des pays très endettés (PTTE) et a souhaité que l'on explore de nouvelles pistes pour l'élimination de la dette. Il a invité la communauté internationale à soutenir les efforts de la Zambie dont l'objectif est de passer de la catégorie des pays les moins avancés (qui représentent 70% de la population mondiale), a-t-il rappelé, à celle des pays en développement.

M. Mwanawasa a enfin invité tous les États Membres à venir commémorer l'année prochaine le 150^{ème} anniversaire de la première visite du Dr. David Livingstone aux Chutes Victoria, les plus importantes chutes d'eau au monde, appelées en Zambie « Mosi-O-Tunya », « la fumée qui lance des éclairs ».

Sa Majesté MOHAMMED VI, Roi du Maroc, s'est demandé si le système onusien, dans sa configuration actuelle, est en mesure d'apporter des solutions adéquates et judicieuses aux divers dysfonctionnements internationaux. Prônant le renouveau du multilatéralisme, le Roi du Maroc a jugé impératif que la communauté internationale multiplie les efforts pour faire prévaloir la logique du dialogue et de la négociation sur la logique de la force, de la destruction et de la guerre. Il a considéré, à cet égard, que le différend « artificiel » concernant le Sahara continue à entraver la construction de l'Union du Maghreb arabe. Il a réitéré la disposition de son pays à coopérer avec l'ONU et toutes les parties concernées afin de parvenir à une solution politique, négociée et définitive, « garantissant la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Royaume » et permettant aux habitants de ses provinces du Sud de gérer eux-mêmes leurs affaires régionales. Favorisant l'intégration maghrébine, une telle solution, a-t-il estimé, permettra à l'Union du Maghreb de jouer son rôle afin d'éviter à la région du Nord-Ouest africain les risques de balkanisation et les menaces du terrorisme international.

Après avoir rappelé la contribution de son pays à la réalisation de la paix en Afrique, le Roi du Maroc a indiqué qu'en sa qualité de Président du Comité Al Qods, il est disposé à appuyer tout effort qui favorise le règlement du conflit arabo-israélien. Il a mis en garde contre toute atteinte aux lieux de culte sacrés et les conséquences désastreuses qui en découleraient. Plaidant aussi pour toute mesure qui permettrait à l'Iraq de sortir de la « mauvaise passe » où il se trouve, le Roi du Maroc a ensuite conclu sur la nécessité de redonner de la vigueur au processus de réforme et de revitalisation de l'ONU et de ses organes, y compris le Conseil de sécurité et de leur assurer les moyens d'action adaptés aux nouveaux repères géopolitiques du XXI^e siècle. C'est à ce prix, a-t-il prévenu, que le système onusien pourra s'ériger en forum idéal de négociation et d'interaction culturelle et culturelle où règnent les idéaux et les valeurs sublimes de l'humanité. Ce système sera un instrument efficace voué à la consolidation de la sécurité et de la stabilité, et à la concrétisation des objectifs de développement durable.

M. RICARDO LAGOS ESCOBAR, Président du Chili, a déclaré que pour des pays comme le sien, l'intégration au sein de la communauté mondiale créait des opportunités qu'une société fermée lui refuserait. Selon lui, l'intégration signifie des possibilités de croître et d'ouvrir de nouveaux horizons aux efforts entrepris. M. Lagos a assuré que personne ne pouvait modeler le monde qui émerge sans accords et négociations. La complexité du monde qui est devant nous est trop grande pour être gérée de manière centralisée, a-t-il considéré.

Le Président chilien a estimé que le multilatéralisme constituait la meilleure façon de guider l'ordre du jour de la mondialisation. Ainsi, selon lui, s'agissant de l'Iraq, seules les Nations Unies pouvaient donner l'an dernier la légitimité nécessaire à l'utilisation de la force et pour traiter de façon efficace et unie les menaces pesant sur la paix. C'est pour cette raison que, fidèle à son engagement en faveur du multilatéralisme, le Chili a dit « oui » aux Nations Unies lorsque le Conseil de sécurité a requis la présence en Haïti d'une Force multinationale intérimaire, a-t-il ajouté, précisant que son pays avait fourni en moins de 72 heures une force militaire et une assistance humanitaire.

En outre, selon M. Lagos, si des actions entreprises dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont liées aux décisions des gouvernements, d'autres sont de la responsabilité d'organisations multilatérales et de la société civile, en particulier d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, des syndicats et du monde universitaire. Il est temps d'admettre, a-t-il poursuivi, qu'en pratique le monopole des États sur les affaires internationales est terminé.

M. NÉSTOR KIRCHNER, Président de l'Argentine, a plaidé pour une refonte énergique des organismes internationaux de crédit, dont le Fonds Monétaire International (FMI), afin de prévenir de nouvelles crises économiques telle celle que l'Argentine traverse encore actuellement après avoir suivi le mot d'ordre de ces organismes, a-t-il expliqué. Soulignant les « erreurs » commises par ces organismes internationaux de crédit, qui ont accru l'endettement extérieur, M. Kirchner a souligné la nécessité de donner plus de pouvoir aux autorités nationales lorsqu'il s'agit de redresser leurs économies respectives. Il a également rappelé que les tentatives de remédier au problème ne pouvaient se limiter à des opérations d'assistance, sous peine d'accroître le gouffre qui sépare les travailleurs des assistés. Si la croissance économique est nécessaire pour remédier au problème du chômage, elle n'en est pas pour autant suffisante, a-t-il ajouté, affirmant que « la notion que la croissance profite à tous est un mythe ». Le Président de l'Argentine a également estimé qu'à l'heure actuelle, les pays en voie de développement voyaient leur création d'emploi limitée par différentes mesures protectionnistes, comme les subventions agricoles, dont le montant annuel mondial, a-t-il ajouté, est six fois supérieur à celui de l'assistance envers les pays en voie de développement.

Par ailleurs, M. Kirchner a signalé que l'Argentine était candidate à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour les années 2005 et 2006 et que son pays bénéficiait du soutien du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Affirmant sa volonté d'assurer une meilleure répartition des bénéfices de la mondialisation, le Président de l'Argentine a rappelé que la paix internationale et le développement étaient deux concepts intimement liés, qui se renforçaient mutuellement. M. Kirchner a également déclaré que son pays était particulièrement préoccupé par la situation actuelle de l'atmosphère, et qu'il serait souhaitable que le Protocole de Kyoto entre en vigueur au

plus tôt. M. Kirchner a par ailleurs exhorté le Royaume-Uni à reprendre les négociations avec l'Argentine concernant la question des Îles Malouines, exprimant sa volonté de trouver une solution pacifique à ce différend.

M. ABDELAZIZ BOUTEFLIKA, Président de l'Algérie, a jugé urgent de s'accorder sur une définition commune du terrorisme. Il s'agit selon lui d'éviter des amalgames avec ce qu'il a qualifié de « lutte légitime des peuples contre l'occupation étrangère » et de « mettre fin aux dérives et aux manipulations qui assimilent le terrorisme à une région géographique, une religion, une culture ou une civilisation ». M. Bouteflika a souhaité à cet effet l'élaboration d'une « convention globale sur le terrorisme », réclamée par l'Algérie depuis plus d'une décennie.

Concernant le Sahara occidental, il a estimé qu'il s'agissait d'un « problème de décolonisation inachevée » et a jugé que toute tentative d'inscrire cette question dans un autre contexte ne ferait que retarder un règlement définitif. Rappelant que l'Algérie n'avait ni le pouvoir ni la volonté de se substituer au peuple du Sahara occidental dans la détermination de son avenir, il a réitéré son soutien au Plan de paix des Nations Unies. Par ailleurs, M. Bouteflika a regretté que les chances de parvenir à un règlement du conflit israélo-arabe aient été « réduites à néant » par ce qu'il a estimé être des « reniements par Israël de ses obligations ». Il a également souhaité que les Nations Unies jouent un rôle accru en Iraq, où la situation actuelle conduit selon lui à « un pourrissement aux conséquences incalculables, non seulement pour la stabilité de la région, mais également pour la paix dans le monde ».

En conclusion, M. Bouteflika a appelé l'Assemblée générale à « prendre enfin les mesures audacieuses qui s'imposent » pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

M. JUNICHIRO KOIZUMI, Premier Ministre du Japon, a exprimé son attachement à une coopération internationale centrée sur les Nations Unies. Il a appelé l'Organisation à s'adapter aux nouvelles réalités et à y faire face. Le Japon a constamment assumé son rôle de membre responsable des Nations Unies, a ajouté le Premier Ministre en invoquant comme « excellents exemples », les activités de son pays en Iraq et en Afghanistan. Après avoir détaillé ces activités, le Premier Ministre a rappelé que le Japon accueillera, en novembre, la troisième réunion des donateurs du Comité du Fonds international pour la reconstruction de l'Iraq. Il a ensuite passé en revue les initiatives de son pays en faveur de l'Afghanistan avant d'évoquer les menaces que font peser sur la sécurité internationale le terrorisme, les missiles et les armes de destruction massive. Le Japon, a-t-il affirmé en parlant de la péninsule coréenne, est déterminé à trouver une solution globale aux questions nucléaires, à celles relatives aux missiles et à l'affaire des enlèvements. Les discussions à six doivent aller de l'avant, a voulu le Premier Ministre en promettant à la République populaire démocratique de Corée « des retombées substantielles ». Rien de bon ne viendra de la poursuite du programme nucléaire, a-t-il prévenu.

Soulignant les principes d'appropriation et de partenariat qui fondent l'Aide publique au développement (APD) japonaise, le Premier Ministre a ensuite insisté sur celui de « sécurité humaine » sur lequel est basé l'assistance du pays au processus de transition de l'aide humanitaire à la reconstruction. Il a insisté, en particulier, sur la relance de l'Afrique, avant d'annoncer que cette année, la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique (TICAD), initiée par son pays en 1993, portera sur le commerce et l'investissement. S'agissant de l'Asie, il a rappelé son attachement à l'idée d'une « communauté est asiatique ». Le Premier Ministre a poursuivi en rappelant que son pays s'est porté candidat à une place de membre non permanent du Conseil de sécurité. Il a appuyé, dans ce cadre, la réforme des Nations Unies et a argué que les pays qui ont la volonté et le pouvoir financier de jouer un rôle dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales devraient pouvoir prendre part aux processus de prise de décisions du Conseil. Il a rappelé les contributions financières ou autres de son pays aux opérations de maintien et de consolidation de la paix pour affirmer que le rôle joué par le Japon fournit une base solide à sa candidature comme membre permanent du Conseil de sécurité. Il a aussi prôné la suppression de la clause de la nation ennemie comprise dans la Charte de l'ONU ainsi que le rééquilibrage des quotes-parts. À la veille du 60^{ème} anniversaire de l'ONU, a-t-il conclu, il est temps de prendre la décision historique de réformer l'ONU, en général, et le Conseil de sécurité, en particulier, pour créer « la nouvelle ONU de la nouvelle ère ».

M. JOSE LUIS RODRIGUEZ ZAPATERO, Président du Gouvernement de l'Espagne, a déclaré qu'au cours des 30 dernières années, le peuple espagnol avait eu, notamment, à endurer le terrorisme. Les Espagnols ont appris beaucoup de choses au sujet du terrorisme, a-t-il assuré, notamment sur la façon de le combattre. Pour cette raison précisément, a-t-il ajouté, les Espagnols éprouvent une profonde compassion à l'égard des souffrances subies par le peuple américain lors des attaques terroristes du 11 septembre. Nous connaissons ce qu'il a ressenti et ce qu'il ressent, a-t-il affirmé. De même, a poursuivi M. Zapatero, les Espagnols sont sensibles à la terrible douleur qui a été infligée au cours de ces dernières années à ceux qui ont été touchés à Jakarta, Bali, Casablanca, Riyadh ou à Beslan. Nous connaissons tous ces enlèvements, ces bombes et ces assassinats de sang froid, a-t-il souligné. M. Zapatero a ainsi fait état de l'attaque terroriste qui a visé Madrid le 11 mars dernier, faisant 192 morts. En trente ans de terrorisme, nous avons appris que le risque d'une victoire du terrorisme augmente nettement lorsque, en tentant de le combattre, la démocratie trahit sa nature fondamentale, les gouvernements réduisent les libertés civiles, s'interrogent sur les garanties judiciaires ou mettent en oeuvre des opérations militaires préventives, a constaté le Président du gouvernement espagnol, pour qui, seules la légalité, la démocratie, les voies politiques nous rendront plus forts et affaibliront les terroristes.

M. Zapatero a en outre affirmé qu'une très large majorité d'Espagnols s'étaient exprimés contre la guerre en Iraq, une opinion qui s'est manifestée dans la rue et au Parlement. Nous avons dit que gagner la guerre était beaucoup plus facile que gagner la paix, a-t-il souligné, précisant que nos efforts devraient être dictés par la paix. Ces efforts exigent, selon lui, plus de courage, plus de détermination et plus d'héroïsme que pour la guerre elle-même. C'est pour cette raison, a-t-il indiqué, que les troupes espagnoles ont été retirées d'Iraq. Pour M. Zapatero, ce qui importe dorénavant c'est de permettre à l'Iraq de retrouver son entière souveraineté, son indépendance et de vivre démocratiquement et en paix avec ses voisins.

En ce qui concerne la question du Sahara occidental, le Premier Ministre espagnol s'est déclaré en faveur d'une solution politique juste et définitive et acceptée par toutes les parties et qui respecte les principes exposés dans les résolutions des Nations Unies. Il a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts dans le cadre de la plateforme du dialogue et des négociations établie par les Nations Unies pour résoudre un conflit qui n'a, selon lui, que trop longtemps duré. Il a enfin indiqué que son pays demeurerait disposé à négocier avec le Royaume-Uni pour tenter de trouver une solution sur la question de Gibraltar.

M. FATOS NANO, Premier Ministre de l'Albanie, a souligné que l'année écoulée avait été marquée par un événement historique, l'élargissement de l'Union européenne à 10 nouveaux pays. La République d'Albanie et la société albanaise sont engagées dans ce processus d'intégration européenne, déterminées à mener les réformes nécessaires à cet objectif, a-t-il rappelé. Dans ce cadre, son pays s'est engagé à renforcer ses institutions et ses gouvernements, ainsi qu'à rapprocher la législation albanaise des normes européennes. Déterminé à apporter sa contribution à la sécurité régionale et globale, le Gouvernement albanais a fait de l'intégration de la République d'Albanie à l'Alliance du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) l'un de ses objectifs principaux, a souligné le Premier Ministre.

Cependant, sur le chemin de l'intégration européenne, l'Albanie est encore confrontée à de nombreux défis comme celui posé par l'avenir du Kosovo, a-t-il précisé. Saluant l'action de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) ainsi que celle du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, M. Soren Jessen Petersen, le Premier Ministre albanais a exprimé le souhait que la question du statut final du Kosovo puisse rapidement être réglée, dans l'intérêt du peuple kosovar et de l'ensemble de la région. M. Nano s'est dit convaincu que les élections législatives, prévues en octobre, constitueront une étape importante dans la consolidation d'une société démocratique au Kosovo. Il a exprimé son soutien au dialogue entre Pristina et Belgrade, tant au niveau politique que technique.

M. Nano a encore rappelé l'engagement de son pays à contribuer aux activités des Nations Unies. Dans cette optique, son pays s'est porté candidat en vue de devenir membre du Conseil économique et social (ECOSOC) pour la période 2005-2007, a-t-il annoncé.

M. GÖRAN PERSSON, Premier Ministre de la Suède, a rappelé qu'il y a quelques semaines, 200 enfants innocents ont été tués par des terroristes à Beslan. Aujourd'hui, des centaines d'enfants vont être victimes de la faim, de tirs ou de mines dans de nombreuses régions du monde, a-t-il poursuivi. Face à de tels drames, la Suède tient à réaffirmer son attachement à la Charte des Nations Unies, dont les principes demeurent plus que jamais d'actualité, a souligné M. Persson. Dans cet esprit, les menaces à la paix et à la sécurité internationales doivent être combattues de manière collective, a-t-il estimé. Les Nations Unies doivent être en mesure d'agir rapidement, de manière intégrée, soutenue et légitime. Cependant, de l'avis du Premier Ministre, pour conserver cette légitimité, la composition du Conseil de sécurité devrait refléter le monde d'aujourd'hui. Une augmentation du nombre des membres ne devrait pas faire obstacle à l'efficacité, a-t-il ajouté, suggérant à cet effet la possibilité de limiter l'exercice du droit de veto. Selon lui, la possibilité d'un siège commun pour l'Union européenne ne devrait pas être écartée.

Le Premier Ministre suédois a également réaffirmé l'engagement de son pays en faveur des instruments internationaux des droits de l'homme. Le droit international devrait nous guider dans nos efforts collectifs de lutte contre les armes de destruction massive et contre le terrorisme, ainsi que nous aider dans notre travail pour favoriser le développement durable et le respect des droits de l'homme, a-t-il souligné. Se félicitant de la création de la Cour pénale internationale (CPI), M. Persson a invité le Conseil de sécurité à envisager la possibilité de déferer des affaires à la CPI.

Rappelant que son pays avait accueilli le Forum international sur la prévention du génocide, qui s'est tenu à Stockholm en janvier dernier, le Premier Ministre suédois a rappelé la responsabilité qui incombe aux États de protéger les victimes potentielles d'actes de génocide, de crimes à grande échelle et de nettoyage ethnique. La récente résolution du Conseil de sécurité concernant le Darfour est une étape nécessaire dans cette direction, a souligné M. Persson. Son pays a salué la requête faite au Secrétaire général de créer une commission internationale d'enquête et l'a assuré de son soutien à ce sujet.

M. BERNARD MAKUZA, Premier Ministre du Rwanda, a remercié les Nations Unies de s'être joint à son pays, en avril dernier, pour les commémorations du 10^{ème} anniversaire du génocide de 1994. Il a appelé la communauté internationale à faire son examen de conscience et à tirer les leçons de ses échecs passés. Il a qualifié de « terrorisme » l'action des « forces qui ont commis le génocide au Rwanda, à savoir les ex-FAR et INTERAHAMWE » qui ont participé, a-t-il expliqué, au massacre de 160 personnes, il y a deux mois, dans le camp de réfugiés de Gatumba, au Burundi. M. Makuza a jugé « incompréhensible » et « inacceptable » qu'aucune action internationale sérieuse n'ait été entreprise contre ces groupes qui ont leur base, a-t-il affirmé, dans l'Est de la République démocratique du Congo, alors même, a-t-il ajouté, que se trouve en République démocratique du Congo une force des Nations Unies « qui coûte à la communauté internationale la bagatelle de 700 millions de dollars par an ».

M. Makuza a appelé les États Membres à soutenir la résolution que son pays va proposer à l'Assemblée générale, demandant aux Nations Unies d'appuyer financièrement les besoins des rescapés de génocides, orphelins, veuves et victimes d'abus sexuels. Concernant la réforme du Conseil de Sécurité, il a souhaité non seulement son élargissement, mais aussi une plus grande transparence dans ses méthodes de travail, faute de quoi, a-t-il estimé, la réforme serait « tronquée et sans impact réel ». Il a notamment regretté la règle non écrite selon laquelle seuls les membres permanents ont l'initiative de propositions de résolutions, ou encore « l'apparente division du monde en sphères d'influence pour les grandes puissances ».

M. PHIL GOFF, Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Nouvelle-Zélande, a estimé que l'examen des propositions qui seront avancées cette année par le Groupe de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement offrira une occasion unique d'instituer des réformes constructives afin que l'Organisation puisse répondre de manière plus efficace aux défis auxquels le monde est actuellement confronté. Il a mis en garde contre la tentation d'opter pour le plus petit commun dénominateur. La composition du Conseil de sécurité, a-t-il expliqué, ne peut continuer à refléter le monde de 1945. Son élargissement est nécessaire afin que le Conseil représente la communauté internationale d'aujourd'hui, a-t-il ajouté. Soulignant que pour des centaines de millions de personnes, la faim, les maladies et la pauvreté

constituent des menaces plus immédiates que les inquiétudes qu'ont d'autres nations concernant le terrorisme et la sécurité, M. Goff a estimé que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, dont l'amélioration qualitative et quantitative des aides au développement, était particulièrement importante. Par ailleurs, il s'est félicité des progrès réalisés à Bougainville et dans les Îles Salomon où, dans les deux cas, une action au niveau régional, combinée au soutien des Nations Unies, s'est révélée efficace.

* * * * *